



Le chef de l'Etat, Paul Biya, dans son discours très attendu à la nation mardi passé a, annoncé la convocation fin septembre d'un « grand dialogue national » sur la crise meurtrière des régions du Nord-Ouest et Sud-ouest du Cameroun

« J'ai décidé de convoquer, dès la fin du mois en cours, un grand dialogue national qui nous permettra [...] d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre nation », a déclaré le président Biya, indiquant qu'il sera présidé par le premier ministre Joseph Dion Nguté et rassemblera les différentes composantes sociales, y compris la diaspora.

Une annonce qui a suscité des réactions multiples. Dans un communiqué, la diaspora dite résistante, rejette l'offre de dialogue national de Paul Biya en fixant des préalables.

Ci-dessous le communiqué.

Nous, forces de la diaspora résistante camerounaise, avons tenu une réunion extraordinaire le 11 septembre 2019 à Paris, afin d'examiner l'annonce d'ouverture d'un dialogue à caractère exclusif au Cameroun par Monsieur Paul BIYA.

Nous tenons ici à rappeler que depuis le déclenchement de la crise dans la zone anglophone

du Cameroun, la Diaspora camerounaise n'a cessé d'inviter le régime de Yaoundé au dialogue inclusif et sans conditions.

Nous rappelons également, que l'ouverture du dialogue inclusif est contenue dans l'ensemble de nos revendications dont les plus récentes sont :

Paris le 18 mai 2019, Washington 22 juin 2019 Genève 29 juin 2019, et Bruxelles 07 septembre 2019.

Nous soulignons qu'en dépit de ces multiples appels, le régime dictatorial et génocidaire de Yaoundé, a privilégié l'usage de la ruse et de la force, plongeant ainsi les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dans un chaos total qui a déjà coûté la perte de près de 3000 vies et occasionné plus 500 000 réfugiés et déplacés.

Nous indiquons qu'en dépit des recommandations des Etats-Unis, de l'Union Européenne, du Canada et d'autres pays amis, Paul BIYA a privilégié la démarche onéreuse de la guerre, au détriment du développement humain du peuple meurtris du Cameroun.

Par ailleurs, nous de la diaspora résistante, tenons à souligner, qu'à la crise anglophone, est venu se greffer une grave crise politique, à la suite du hold-up électoral perpétré par M BIYA, à l'occasion de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018. Dans cet ordre d'idées, le Président Maurice Kamto, Maître, Michele Ndoki, Messieurs Christian Penda Ekoka, paul eric kingue, Serval Abe, Albert Dzungang, Celestin Djamen et 114 militants du MRC sont toujours détenus dans les prisons de Yaoundé, à la suite des marches pacifiques du 26 janvier 2019, du 1er juin 2019 et du 8 juin 2019.

De nombreux prisonniers politiques, à l'instar du 1er Vice-président du MRC, Mamadou Mota, ont subi des tortures d'une rare violence et des violations systématiques de leurs droits.

Le Président Maurice Kamto, les membres de sa coalition et 114 militants du MRC sont actuellement jugés devant un tribunal militaire, ceci en violation flagrante des lois et des conventions internationales.

Les leaders de la cause anglophone, à l'instar de Monsieur Sisiku Ayuk Tabe et autres, ont été condamnés par cette même juridiction à des peines infamantes. Compte tenu de ce qui précède, nous de la Diaspora camerounaise, annonçons officiellement que dans les conditions actuelles, nous ne pouvons être associés à un dialogue initié par Paul BIYA sans que des conditions préalables ne soient remplies. A savoir :

- La libération de tous les prisonniers politiques arrêtés et détenues dans le cadre de la crise anglophone sans exception.

- La libération de tous les prisonniers politiques détenus dans le cadre des marches blanches du 26 janvier 2019, du 1er juin 2019 et du 8 juin 2019.

- La création d'un cadre de concertation préalable, constitué de toutes les parties prenantes dans lequel une feuille de route consensuelle devant guider les débats sera élaborée.

- La mise sur pied d'une commission constituée d'experts indépendants en charge du suivi des travaux.

Nous de la Diaspora résistante camerounaise, soumettons donc notre participation à tout dialogue, à la satisfaction de ces exigences minimales. Par conséquent,

- Rejetons en l'état, toute offre de dialogue du dictateur génocidaire Paul BIYA. - Annonçons l'intensification du boycott des séjours de Paul Biya et ses émissaires à l'étranger.

- Recommandons vivement au régime camerounais de ne pas envisager un séjour de Paul Biya à la prochaine Assemblée Générale des Nations-Unies à New-York.

-Appelons les camerounais, du Cameroun et de la Diaspora à rester mobilisés, dans la perspective d'une intensification de la lutte de libération du Cameroun, du joug de cette dictature violente.

A luta continua
